



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article1829>

Conférence internationale sur la sécurité dans la bande sahélo-saharienne : la Mauritanie exclue du sommet

Date de mise en ligne : lundi 16 février 2009



Union des Forces de Progrès

Plusieurs fois annoncée et plusieurs fois reportée, la conférence internationale sur la sécurité dans la bande sahélo-saharienne se tiendra finalement la semaine prochaine, du 19 au 21 février, en présence de cinq chefs d'Etat ayant répondu à l'invitation du président Amadou Toumani Touré.

La conférence internationale sur la sécurité dans la bande sahélo-saharienne dont l'organisation a été annoncée depuis le mois de septembre de 2007 par le président de la République, se tiendra finalement les 19, 20 et 21 février prochains à Bamako. Selon des sources bien informées, cinq chefs d'Etat ont confirmé leur participation : Abdel Aziz Boutéflika de l'Algérie, Blaise Compaoré du Burkina, Kadhafi de la Libye, Tandia du Niger et Deby du Tchad. Il s'agira certainement au cours du sommet de parler des aspects de développement et de coopération. Mais aussi et surtout de l'insécurité transfrontalière qui sévit dans la zone et par rapport à laquelle aucun Etat seul ne peut apporter une réponse adéquate. Les récents événements survenus dans notre pays et dans une moindre mesure au Niger ont montré que la capacité de déplacement des bandits et la perméabilité des frontières qui leur permet de passer d'un pays à un autre sans difficultés majeures.

La tenue de cette rencontre internationale arrive à un moment où notre pays est en train de mettre au pas les Bandits regroupés autour de Bahanga. Cela constitue à coup sûr un acte de détermination dans la confirmation de la participation des chefs d'Etats. Il est également vrai que l'agenda des uns et des autres, après plusieurs reports est favorable à la tenue du sommet.

Les présidents trouveront les dossiers étudiés par les ministres des Affaires étrangères. On se rappelle qu'au mois de Novembre dernier, sous la présidence de Moctar Ouane, les ministres des pays de cette zone s'étaient réunis à Bamako et ont adopté les textes sur lesquels devront travailler les chefs d'Etat.

L'idée d'une conférence internationale sur les questions de sécurité dans la bande sahélo-saharienne avait été émise le 22 septembre 2007 par le président de la République ATT. Mais, pour des raisons de calendrier des chefs d'Etat mais aussi pour des raisons de termes de références bien définis et acceptables par tous, le sommet a été sans cesse repoussé. Le 22 septembre 2008, le président ATT avait annoncé sa tenue pour le mois d'octobre précisant qu'il n'était pas question de venir parler de la rébellion au Nord de notre pays car chacun gère sa propre rébellion. Entre temps, la situation sécuritaire s'était notablement dégradée surtout dans notre pays. C'est finalement la semaine prochaine qu'il pourra se tenir.

On se rappelle qu'en novembre, les ministres des Affaires étrangères avaient tenu une réunion préparatoire. Elle avait l'impératif de créer les conditions propices à l'instauration d'un environnement de paix et de stabilité, de soutenir et poursuivre les efforts inlassables déployés par les gouvernements respectifs pour faire de la région sahélo-saharienne un espace de développement intégré, d'échange et de coopération fondé sur des valeurs africaines communes de fraternité, de solidarité, d'entraide et de respect mutuel.

La réunion avait recommandé de prendre les mesures appropriées pour combattre le terrorisme sous toutes ses formes, de renforcer la coopération sécuritaire transfrontalière, à travers, notamment, l'organisation de patrouilles simultanées et mixtes, de promouvoir l'échange d'informations et la mise en oeuvre du concept des pays-frontières, de renforcer la coopération tant au niveau bilatéral, régional que multilatéral.

La réunion a recommandé également des actions spécifiques dans les domaines du désenclavement, des aménagements agro-pastoraux, de la sécurité alimentaire, de la santé, de l'éducation, de la formation et de la création d'emploi.

Bassarou T

© La Nouvelle République (Mali) - Février 2009